



**CAHIER DES CHARGES**  
**POUR LE CONTRAT**  
**D'ASSISTANCE FISCALE**  
**Référencé DFDCT/SFD – 31 janvier 2025**

Rédacteur	Approbateur	Émetteur
Léa ATTAL (DFP/DFDCT/SFD)	M.H.GRIMAUD (DFP/DFDCT/SFD)	MH GRIMAUD (DFP/DFDCT/SFD)

## SOMMAIRE

---

<b>1.</b>	<b>Présentation du CEA .....</b>	<b>3</b>
1.1.	Le CEA .....	3
1.2.	Les domaines d'activité du CEA .....	4
1.3.	L'organisation du CEA .....	6
1.4.	Le fonctionnement du CEA au plan financier.....	9
	1.4.1 - <i>Cadre réglementaire</i> .....	9
	1.4.2 - <i>Moyens financiers</i> .....	9
1.5.	La fiscalité au CEA .....	9
	1.5.1 - <i>Cadre fiscal</i> .....	9
	1.5.2 - <i>Présentation du Service fiscal et douanier</i> .....	10
<b>2.</b>	<b>Caractéristiques de la prestation attendue .....</b>	<b>11</b>
2.1.	Assistance annuelle tous impôts confondus .....	11
2.2.	Assistance à la gestion des demandes de renseignement, des contrôles fiscaux et des contentieux .....	12
2.3.	Veille juridique, conseil et relations avec les Services Centraux de l'administration .....	13
<b>3.</b>	<b>Volumétrie associée.....</b>	<b>14</b>
<b>4.</b>	<b>Mode de relation souhaité par le CEA.....</b>	<b>15</b>

## **1. PRESENTATION DU CEA**

### **1.1. Le CEA**

Créé il y a plus de 75 ans afin de poursuivre « les recherches scientifiques et techniques en vue de l'utilisation de l'énergie atomique dans divers domaines de la science, de l'industrie et de la Défense nationale », le CEA, aujourd'hui Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives, a pour missions, en application de l'article L. 332-2 du code de la recherche, conformément aux directives du Gouvernement précisées par le Comité de l'énergie atomique :

1° de mener les recherches et activités nécessaires à l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins de défense nationale, en particulier dans le cadre du programme de dissuasion nucléaire français, ainsi qu'à la maîtrise de ses effets, en vue notamment :

- de contribuer à la réalisation des systèmes d'armes utilisant l'énergie nucléaire à des fins militaires, dont principalement les armes nucléaires et les chaufferies équipant les navires de guerre à propulsion nucléaire ;
- d'assurer des activités connexes dans les domaines des effets des armes et de la lutte contre la prolifération et le terrorisme nucléaire ;
- de veiller à ce que soit assuré l'approvisionnement des utilisateurs en matières premières nucléaires.

2° de mener toutes autres recherches et activités nécessaires à l'utilisation de l'énergie nucléaire et à la maîtrise de ses effets en vue notamment :

- d'apporter aux pouvoirs publics et aux industriels les éléments d'expertise et d'innovation pour assurer une production d'électricité nucléaire durable, sûre et économiquement compétitive ;
- d'apporter aux pouvoirs publics les éléments d'expertise nécessaires à l'élaboration et à la conduite des politiques nationale et internationale de sécurité nucléaire ;

3° de mener des recherches et activités dans le domaine des nouvelles technologies de l'énergie, particulièrement lorsque les compétences qu'il a développées dans le domaine du nucléaire civil et militaire lui apportent un avantage compétitif ;

4° de contribuer, au service de la compétitivité de la France, au développement technologique et au transfert de connaissances, de compétences et de technologies vers l'industrie, notamment dans le cadre régional, ainsi qu'à la valorisation des résultats des recherches qu'il mène ;

5° de développer la recherche fondamentale, appliquée et technologique dans ses domaines d'activité ;

6° de contribuer à la veille scientifique et à la mise en œuvre de la stratégie nationale de la recherche ;

7° de contribuer à l'effort national d'éducation et d'enseignement supérieur et de développer la diffusion de l'information scientifique et technologique ;

8° de suivre l'évolution scientifique, technique et économique à l'étranger se rapportant à ses activités en vue d'éclairer le Gouvernement, notamment dans la négociation des accords internationaux, et de contribuer à la mise en œuvre de la politique internationale de la France dans son domaine de compétence.

**Pour y parvenir le CEA dispose de plusieurs atouts :**

- une culture croisée ingénieurs-chercheurs propice aux synergies entre recherche fondamentale et innovation technologique,
- des installations d'envergures européenne et mondiale (supercalculateur, réacteurs de recherche, grands instruments de la physique, lasers de puissance, ...),
- une forte implication dans le tissu industriel et dans la valorisation de ses recherches.

Environ 17 000 chercheurs, ingénieurs et collaborateurs se consacrent à la réalisation de ces objectifs avec un budget supérieur à 6,1 Md€.

## UNE IMPLANTATION SUR L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE

**9** centres

**Cadarache** (nucléaire fission, fusion, propulsion, nouvelles technologies de l'énergie)

**Cesta** (architecture et garantie des têtes nucléaires, Laser Mégajoule)

**DAM Ile-de-France** (physique des armes nucléaires, simulation numérique, lutte contre la prolifération nucléaire et le terrorisme, ingénierie, Très Grand Centre de Calcul, Centre d'alerte aux tsunamis)

**Gramat** (vulnérabilité des systèmes d'armes et efficacité des armements)

**Grenoble** (nouvelles technologies pour l'énergie, la santé, l'information et la communication, nanosciences, cryogénie, biosciences et biotechnologies)

**Le Ripault** (matériaux non nucléaires pour la dissuasion, pile à combustible, stockage de l'hydrogène),

**Marcoule** (nucléaire : cycle, déchets)

**Paris-Saclay** (nucléaire, climat et environnement, sciences de la matière, recherche technologique, sciences du vivant et de la santé)

**Valduc** (matériaux nucléaires pour la dissuasion, installation radiographique Epure)

**Des plates-formes régionales de transfert technologique**

**Nantes-Quimper, Bordeaux, Toulouse, Metz, Lille, Cadarache-Nice**



### 1.2. Les domaines d'activité du CEA

Le CEA est structuré autour de six grandes missions :

**- La mission de défense et sécurité :** Le CEA est chargé de missions au service de la défense, essentiellement de la dissuasion nucléaire, et de la sécurité nationale, à travers sa Direction des applications militaires (DAM).

Depuis l'arrêt définitif des essais nucléaires, il apporte la garantie des performances des têtes nucléaires grâce au programme Simulation.

Le CEA pilote également la conception, le développement et la réalisation des chaufferies nucléaires des bâtiments de la Marine nationale ainsi que la conception et la réalisation des cœurs équipant ces chaufferies. Il apporte son soutien à la Marine nationale pour la maintenance de ses réacteurs et la mise en œuvre de ses installations nucléaires à terre.

Dans la lutte contre la prolifération et le terrorisme nucléaires, le CEA apporte aussi son expertise aux services de l'État. À la demande des pouvoirs publics, il conduit des recherches pour lutter contre les menaces nucléaire, radiologique, biologique, chimique et explosifs (NRBC-E). Il travaille également sur les

recherches en cybersécurité, en lien avec les pouvoirs publics. Enfin, le CEA apporte son expertise dans le domaine de l'armement conventionnel.

**- Les énergies :** Le CEA apporte aux pouvoirs publics et aux industriels les éléments d'expertise et d'innovation pour la mise en œuvre d'un système énergétique bas carbone. Cette mission est portée par l'ensemble de ses directions opérationnelles, au premier rang desquelles la Direction des énergies (DES).

Dans un contexte marqué par l'urgence climatique, par des tensions sur l'approvisionnement énergétique et la montée des prix, le CEA s'est engagé à renforcer ses travaux de recherche dans le domaine des énergies, en particulier l'énergie nucléaire, et ses formations au service des industriels de la filière.

Soutenu par le plan d'investissement gouvernemental France 2030, l'organisme a essaimé des start-up pour concevoir les petits réacteurs du futur, SMR et AMR, et apporte son soutien technique à l'ensemble des acteurs qui se structurent sur ces nouveaux marchés. Outre la création de l'Agence de programme nucléaire innovant (APNI), plusieurs décisions des conseils de politique nucléaire sont venues renforcer ses engagements en faveur de l'innovation et de la recherche.

En parallèle de ces actions prospectives, le CEA continue d'améliorer les outils et techniques d'assainissement-démantèlement et le recyclage des combustibles usés.

**- La transition numérique :** L'engagement du CEA pour accompagner la transition numérique se retrouve à tous les échelons, depuis les innovations les plus fondamentales jusqu'aux applications pensées main dans la main avec des industriels, en passant par des infrastructures européennes de grande ampleur. Son rôle de premier plan transparaît d'ailleurs dans la bonne place qu'il occupe dans plusieurs classements européens et internationaux en matière de brevets et d'innovations. La preuve que la recherche française construit l'avenir !

**- Les technologies pour la santé :** Portée par le recours massif au numérique et des ruptures scientifiques majeures, la médecine du futur se dessine et s'installe peu à peu auprès des patients. Le CEA y contribue, fidèle à son engagement pour la promotion d'une recherche de pointe au service de la société, dans la perspective notamment de regagner en souveraineté à la suite de la crise de la Covid-19.

En amont, les compétences uniques de ses chercheurs et les équipements d'excellence permettent une meilleure compréhension des mécanismes du vivant et des pathologies. Ces études viennent irriguer tout le domaine de la santé, pour envisager des approches diagnostiques et thérapeutiques innovantes.

En aval, riche de ses partenariats avec d'autres organismes de recherche et des industriels du secteur, le CEA offre aux patients des solutions plus personnalisées et adaptées aux enjeux de santé actuels. Qu'il s'agisse de médecine nucléaire, de biothérapies innovantes, ou encore de prothèses connectées, le CEA conçoit et développe des innovations au bénéfice des patients comme le montre le succès de l'implant Wimage, qui a permis à une personne paraplégique de regagner en mobilité.

**- La recherche fondamentale :** Dans le cadre du décret qui l'organise, le CEA a en outre la mission de développer une recherche fondamentale dans ses domaines d'activité. Il participe aussi à la veille scientifique et à la mise en œuvre de la stratégie nationale de recherche et contribue à l'effort national d'éducation et d'enseignement supérieur et de développer la diffusion de l'information scientifique et technologique.

Cette intégration de la recherche fondamentale et de la recherche technologique en lien avec la stratégie nationale de recherche est une caractéristique du CEA.

Elle le dote d'une capacité de projection vers le futur en ancrant, pour ses missions technologiques, son action à la frontière des sciences, que ce soit en termes de connaissances ou d'enjeux sociétaux. En retour, la recherche fondamentale bénéficie des capacités technologiques et des liens industriels du CEA. En spécifiant des besoins souvent au-delà de l'état de l'art, la recherche fondamentale du CEA accélère l'innovation dans une démarche de co-développement avec la recherche technologique.

Initiée historiquement dans le champ des sciences et technologies du nucléaire, cette synergie concerne aujourd'hui l'ensemble des missions du CEA.

**- L'assainissement – démantèlement :** Le CEA est un acteur majeur de l'assainissement-démantèlement en France, en tant qu'exploitant nucléaire et opérateur de R&D.

À la fois exploitant nucléaire et opérateur de R&D, le CEA doit démanteler une grande variété d'installations, dont certaines sont très anciennes. Chaque démantèlement étant un cas particulier, le CEA dispose d'une

expertise unique, aussi bien dans la maîtrise d'ouvrage des opérations que dans les méthodologies et les savoir-faire nécessaires à leur réalisation.

En dernier lieu, le CEA, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2025, a, en charge la prestation de fourniture et d'exploitation de dosimètres à lecture différée pour les clients français, en vertu de la loi relative à l'organisation de la gouvernance de la sûreté et de la radioprotection adoptée le 21 mai 2024. Le transfert au CEA de cette activité, jusqu'alors réalisée par l'IRSN, est une conséquence de la réunion des activités de l'ASN et de l'IRSN au sein d'une nouvelle autorité, l'ASNR, actée par la loi précisée.

### 1.3. L'organisation du CEA

#### Les directions opérationnelles et les centres

Le CEA comprend quatre directions opérationnelles, les directions de programme transversal ou d'objectifs transversaux : la **Direction des applications militaires**, la **Direction des énergies**, la **Direction de la recherche fondamentale** et la **Direction de la recherche technologique**

Sous l'autorité de la Direction générale, les directions opérationnelles sont chargées de décliner les orientations stratégiques du CEA au sein de leur direction, de définir les programmes associés et les moyens nécessaires à leur réalisation, et d'en contrôler la bonne exécution.

#### 1. Direction des applications militaires



La Direction des applications militaires (DAM) est chargée d'assurer la responsabilité de maîtrise d'ouvrage déléguée et de maîtrise d'œuvre pour les armes nucléaires, l'approvisionnement des matières et la propulsion nucléaire et apporte son concours à la lutte contre la prolifération et le terrorisme. Elle apporte également son expertise sur les effets des armes conventionnelles.

#### 2. Direction des énergies



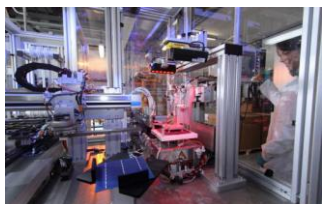
La Direction des énergies (DES) est chargée de définir et porter l'offre de recherche « système énergétique énergies bas carbone » du CEA, et réaliser les programmes de recherche sur les futurs systèmes de production de l'énergie nucléaire, les aspects combustibles, la sûreté nucléaire, le traitement des combustibles usés, la gestion des déchets nucléaires ainsi que l'assainissement et le démantèlement des installations nucléaires du CEA civil. Elle apporte son soutien aux industriels et organismes pour le parc nucléaire actuel et les installations du cycle du combustible.

### 3. Direction de la recherche fondamentale



La Direction de la recherche fondamentale (DRF) est chargée de définir et réaliser les programmes de recherche fondamentale dans les domaines de la physique, de la chimie, de la biologie et santé, des sciences des matériaux, des sciences du climat et de l'environnement.

### 4. Direction de la recherche technologique



La Direction de la recherche technologique (DRT) est chargée de définir et réaliser les programmes de recherche technologique dans les domaines des nouvelles technologies de l'information et de la communication, matérielles ou logicielles, des nouvelles technologies pour l'énergie et l'environnement les nouveaux matériaux ou procédés, des technologies de manufacturing avancé, de la cyber sécurité.

## Les directions fonctionnelles

S'agissant de la ligne fonctionnelle, l'organisation générale du CEA repose sur :  
- d'une part, deux ou trois niveaux de direction et de décision (selon les domaines fonctionnels) liés par une relation hiérarchique directe :

- 1<sup>er</sup> niveau : la Direction générale ;
- 2<sup>ème</sup> niveau : le Secrétariat général, pour les domaines fonctionnels relevant des directions qui lui sont rattachées, et les directions fonctionnelles rattachées à la Direction générale, pour les autres domaines fonctionnels ;
- 3<sup>ème</sup> niveau : les directions fonctionnelles rattachées au Secrétariat général, pour les domaines fonctionnels en relevant,

- d'autre part, les chaînes fonctionnelles animées par les directeurs fonctionnels, au sein desquelles ils exercent une autorité fonctionnelle sur l'ensemble des unités du CEA concernées, dans leur domaine de compétence.

Le CEA comprend neuf directions fonctionnelles dont quatre sont rattachées à la Direction générale :

#### 1. Direction de la sécurité et de la sûreté nucléaire

La Direction de la sécurité et de la sûreté nucléaire (DSSN) est chargée de la politique de sécurité et de sûreté nucléaire du CEA.

#### 2. Direction de la communication

La Direction de la communication (DCOM) propose la politique de communication interne et externe du CEA, dont elle élabore le plan de communication. Elle assure sa mise en œuvre auprès des différents publics du CEA, des salariés au grand public. Elle anime le réseau des responsables communication des directions et des centres. Son action est pilotée par le Directeur de la performance au titre du pilotage opérationnel.

### 3. Direction des relations internationales

Dans le domaine international, le CEA a pour mission de conseiller le gouvernement pour les questions de politique nucléaire extérieure, de représenter la France auprès des organisations internationales du secteur nucléaire, d'animer et de développer des coopérations dans ses différents domaines d'activités avec des organismes homologues d'autres pays. Le développement à l'international constitue par ailleurs un potentiel important pour la valorisation de la recherche développée par le CEA et pour les entreprises françaises de son écosystème. La Direction des relations internationales (DRI) est chargée de la mise en œuvre de cette politique. Son action est pilotée par l'Administrateur général.

### 4. La Direction de l'audit, des risques et du contrôle interne

La Direction des analyses stratégiques (DARCI) a pour mission de mener les analyses stratégiques nécessaires à l'élaboration, à la mise en œuvre et aux évolutions de la stratégie de l'établissement. Son action est pilotée par l'Administrateur général adjoint, au titre du pilotage stratégique.

Cinq sont rattachées au Secrétariat général :

#### 1. La direction financière et des programmes

La Direction financière et des programmes (DFP) propose la politique financière, budgétaire et immobilière du CEA, s'assure de sa mise en œuvre, et en contrôle la bonne application. Elle est également chargée de la programmation annuelle et pluriannuelle du CEA périmètre civil. L'action de la DFP est pilotée par l'Administrateur général adjoint, au titre du pilotage stratégique.

#### 2. La direction des achats et des partenaires stratégiques

La Direction des achats et des partenaires stratégiques (DAPS) est responsable de la politique « achat » du CEA.

#### 3. La direction juridique et du contentieux

La Direction juridique et du contentieux (DJC) a pour missions d'assurer la protection juridique des intérêts du CEA et de définir sa politique de couverture de risques. Son action est pilotée par le Directeur de la performance, au titre du pilotage opérationnel

#### 4. La direction des systèmes d'information

La Direction des systèmes d'information (DSI) est responsable des systèmes d'information de l'organisme. Son action est pilotée par le Directeur de la performance, au titre du pilotage opérationnel.

### 5. Direction des ressources humaines et des relations sociales

La Direction des ressources humaines et des relations sociales (DRHRS) a pour missions de piloter la politique de gestion des ressources humaines et des relations sociales du CEA, de contrôler son application et d'en garantir la cohérence. Dans ce cadre, elle anime les réseaux des responsables et acteurs des ressources humaines des directions et des centres. Son action est pilotée par l'Administrateur général.



## **1.4. Le fonctionnement du CEA au plan financier**

### **1.4.1. Cadre réglementaire**

L'ordonnance constitutive du 18 octobre 1945 a été complétée et modifiée par le décret n° 70-878 du 29 septembre 1970 relatif au Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives, lui-même complété par le décret n° 72-1158 du 14 décembre 1972 pris pour son application. Ces textes ont été, depuis lors, modifiés de nombreuses fois, au fur et à mesure de l'évolution des missions de l'organisme et des adaptations apportées à son fonctionnement.

L'ordonnance du 18 octobre 1945 a été codifiée au sein du code de la recherche, par l'ordonnance n° 2004-545 du 11 juin 2004 relative à la partie législative code de la recherche qui confirme que le CEA est un établissement de caractère scientifique, technique et industriel, doté de la personnalité morale ainsi que de l'autonomie administrative et financière.

Le décret n° 2016-311 du 17 mars 2016 est venu opérer une réforme des règles d'organisation et de fonctionnement du CEA en abrogeant et remplaçant les deux décrets précités, ainsi que certaines dispositions de l'ordonnance de 1945 qui avaient été déclassées au niveau réglementaire.

Le CEA est aujourd'hui régi par les articles L. 332-1 à L. 332-7 et R. 332-1 à R. 332-14 du code de la recherche.

### **1.4.2. Moyens financiers**

Les ressources budgétaires du CEA s'élevaient en 2023 à 6,1 milliards d'euros dont 2,6 Md€ pour les activités civiles, 2,6 Md€ pour les activités défense et 0,8 Md€ pour les opérations d'assainissement et de démantèlement.

## **1.5. La fiscalité au CEA**

### **1.5.1. Cadre fiscal**

Le CEA, en sa qualité d'EPIC de recherche sui generis, est soumis à l'intégralité des impôts commerciaux (TVA, taxe sur les salaires, impôts sur les sociétés, impôts locaux), avec quelques particularités par rapport au droit commun dans certains cas. Il relève du Service des impôts des entreprises du 15<sup>ème</sup> pour le volet déclaratif et de la Direction des vérifications nationales et internationales (DVNI - 23<sup>ème</sup> brigade de vérification). Au regard des activités du CEA relevant en partie de la direction des applications militaire, les agents qui contrôlent le CEA doivent être habilités très secret.

Le régime fiscal du CEA au regard de l'impôt sur les sociétés relève de l'article 207-1-9° du Code général des impôts (introduit dans le Code par la Loi de programmation pour la recherche du 18 avril 2006). En vertu des dispositions de cet article, les établissements publics de recherche sont exonérés d'impôt sur les sociétés pour les revenus issus des activités conduites dans le cadre des missions du service public de la recherche. Ce régime a fait l'objet de commentaires de la part de l'Administration fiscale (en dernier lieu, dans le Bulletin officiel des impôts BOI-IS-CHAMP-50-10 du 4 avril 2018). En application du principe de sectorisation des activités posé par l'administration fiscale, ont été rattachés au secteur imposable, dès l'exercice clos en 2006, les revenus des titres de participation du CEA.

En matière de TVA, le CEA dispose d'un coefficient de taxation forfaitaire déterminé selon des modalités arbitrées par la Direction de la Législation Fiscale (ci-après, DLF).

Le CEA est par ailleurs assujéti à un certain nombre de taxes spécifiques à la sphère du nucléaire, telles que la taxe sur les INB et la taxe IRSN avec la contribution ANDRA.

S'agissant de la fiscalité locale, à partir des impositions établies au 1<sup>er</sup> janvier 2024, le CEA va désormais devoir souscrire des déclarations de taxe foncière au titre de l'intégralité de ses sites. Jusqu'à cette date, le CEA bénéficiait d'une quasi-exonération de taxe foncière.

Le CEA a été informé en décembre 2023 par la DLF de ce changement de régime d'imposition. Cette décision fait suite à un arrêt du Conseil d'Etat en date du 16 novembre 2022 rendu dans le cadre d'un contentieux ayant débuté en 2013 opposant les collectivités locales du plateau de Saclay à l'Etat. Il a été considéré que le CEA, en tant qu'établissement public industriel et commercial, ne pouvait plus bénéficier des exonérations de taxe foncière sur les propriétés bâties et de taxe foncière sur les propriétés non bâties, prévues respectivement au 1<sup>o</sup> de l'article 1382 et au 2<sup>o</sup> de l'article 1395 du code général des impôts, concernant ses immeubles et propriétés non productifs de revenus.

De nombreuses discussions ont eu lieu entre le CEA et les services centraux de l'Etat pour tenter d'obtenir le maintien d'une exonération, notamment par la proposition d'un amendement parlementaire. La DLF a, en dernier lieu, en juillet 2024, confirmé la taxation intégrale du CEA.

Cette « entrée en fiscalité locale » d'un organisme créé en 1945 représente un projet de grande envergure, piloté principalement par le SFD en lien avec les unités techniques et juridiques des neuf centres CEA. Il sera fait remarquer qu'à ce jour, aucun outil de pilotage ni de bases de données dédiés n'existent pour mettre en œuvre cette fiscalisation.

Etant jusqu'alors exonéré quasi-intégralement de taxe foncière, le CEA ne dispose pas non plus d'un historique permettant d'assurer dans des conditions satisfaisantes la mise en œuvre liée à une imposition intégrale de sa base foncière.

Il sera également souligné l'importance du patrimoine immobilier du CEA rendant ce travail de basculement en fiscalité locale d'autant plus difficile.

De surcroît, ces changements exposent le CEA à des conséquences graves, telles que des risques de nouveaux contentieux longs et coûteux.

Ce travail conséquent s'étalera sur plusieurs années, nécessitant la mise en place d'un plan d'action à court, moyen et long terme et notamment la réalisation d'audits, de contrôles et de vérifications régulières.

Par ailleurs, comme tous les opérateurs, le CEA fait l'objet d'une nouvelle obligation déclarative relative aux taxes d'urbanisme prévue par le décret 2022-1188 du 26 août 2022.

Ce dernier fixe les modalités déclaratives des éléments servant au calcul et à la liquidation de la taxe d'aménagement et de la taxe d'archéologie préventive.

L'article 344 N, III de l'annexe III du Code général des impôts, issu de ce décret, précise que désormais la déclaration de fin d'achèvement des travaux est souscrite par voie électronique au moyen d'un télé service mis à disposition par l'administration depuis une plateforme dédiée (Il s'agit de l'outil « Gérer mes Biens Immobiliers »).

Il s'agit d'une nouvelle responsabilité pour le SFD, qui constitue un travail fastidieux en lien avec les équipes juridiques et techniques des centres, d'autant plus que les informations déclarées sur le site de la DGFIP ont une incidence directe sur le calcul des taxes d'urbanisme dans un premier temps puis sur celui de la taxe foncière.

Concernant la CFE, le CEA est assujéti et met en œuvre une sectorisation.

#### 1.5.2. Présentation du Service fiscal et Douanier

Le Service fiscal et douanier du CEA est composé d'une équipe de huit personnes : une chef de Service, trois fiscalistes confirmés, un responsable douanier, un juriste douanier et un alternant en douane.

Le SFD traite toutes les affaires fiscales et douaniers du CEA et assure les relations avec l'ensemble des services des directions générales des impôts et des douanes. Il est saisi de tout sujet susceptible de créer un risque fiscal ou douanier.

A ce titre, il est chargé :

- d'instruire les contrôles fiscaux et douaniers,
- de donner aux unités concernées du CEA les directives fiscales et douanières mises en place, en application de la législation et de la réglementation. Il répond à toute demande en ce domaine et gère les situations contentieuses éventuelles,
- d'identifier le périmètre de sectorisation des activités du CEA en vue de la déclaration au titre de l'impôt sur les sociétés,
- d'instruire les travaux de clôture annuels dans le domaine fiscal,
- en matière de TVA, d'élaborer les déclarations du CEA et de présenter les demandes de remboursements à partir des informations issues du système d'information,
- pour les autres impôts et taxes et pour la taxation des Installations nucléaires de base (INB), de remplir, en collaboration avec les unités des directions opérationnelles, les obligations déclaratives du CEA. Il en contrôle les avertissements et en ordonne le paiement,
- de suivre les aspects fiscaux des collaborations entre le CEA et des tiers, ou ceux des structures juridiques dont le CEA est membre,
- d'évaluer la charge fiscale du CEA à partir des données comptables et budgétaire,
- d'animer les réseaux des correspondants fiscaux et douaniers, d'assurer la veille réglementaire,
- d'établir et mettre en œuvre la politique d'export control du CEA en matière de contrôle à l'exportation des biens à double usage,
- de maintenir la certification « Opérateur Economique Agrée » du CEA,
- d'instruire et déposer les demande de licence d'exportation des matériels de guerre pour les centres Civils,

## **2. CARACTERISTIQUES DE LA PRESTATION ATTENDUE**

L'objet de ce marché d'assistance, que le CEA souhaite forfaitaire, constitue pour le titulaire une **obligation de résultat**. La charge de la preuve du respect de ses obligations revient au titulaire du présent marché.

A titre indicatif (dans la mesure où elles peuvent évoluer d'une année sur l'autre, notamment en fonction des contrôles fiscaux), les thématiques susceptibles d'être abordées peuvent être hiérarchisées de la façon suivante :

80% impôts locaux (suite à l'entrée en fiscalité du CEA à l'imposition de la taxe foncière), 10% impôt sur les sociétés (CEA en propre, opérations avec les filiales et participations à des structures juridiques dédiées), 10% autres impositions (taxe sur les bureaux en Ile-de-France, TVA, CIR, CICO...).

### **2.1. Assistance annuelle tous impôts confondus**

Le SFD du CEA sollicite une assistance annuelle régulière en matière fiscale, tous impôts confondus : taxe sur les bureaux en Ile-de-France, impôt sur les sociétés, taxes d'urbanisme, TVA et plus particulièrement en matière de fiscalité locale en raison des éléments évoqués précédemment.

Il convient de souligner que, l'équipe du SFD, composée de fiscalistes expérimentés, attend du soumissionnaire qu'il apporte une réelle valeur ajoutée dépassant très largement la simple explication de la réglementation fiscale. Celui-ci devra être en mesure de fournir un service complet et solide, d'être

réellement force de proposition, notamment dans le cadre de l'assujettissement du CEA à la taxe foncière et d'assurer un appui très opérationnel.

Cette mission consistera notamment à assister l'équipe fiscale pour :

- Procéder au suivi d'obligations déclaratives ;
- Etablir et déposer toute déclaration en la matière ;
- Analyser, vérifier et éventuellement contester les avis d'imposition reçus ou à recevoir ;
- Analyser toute question technique ayant trait à ces impositions, notamment par la mise en œuvre si nécessaire d'audits en interne ;
- Adresser tout courrier et/ou information complémentaire et/ou demande de rescrit à l'Administration fiscale,
- Veille fiscale,

Plus particulièrement, concernant la taxe foncière :

- La réalisation des déclarations d'entrée,
- La réalisation d'audits,
- Des visites de centre et d'installation,
- Une assistance à la préparation, au dépôt et à la souscription des déclarations,
- Une assistance dans les relations avec les services centraux et locaux de l'administration,
- Préparation de projets de réclamation contentieuse,
- Envoi et suivi de ces réclamations contentieuses par les services fiscaux,
- Identification des biens susceptibles de faire l'objet d'une déclaration,
- Saisine des juridictions administratives,
- Réalisation de simulations d'imposition,
- Vérification systématique des avis d'imposition,
- Veille fiscale sur des thématiques relatives à la fiscalité locale.

Concernant l'impôt sur les sociétés, le prestataire devra assister l'équipe fiscale du CEA pour:

- Procéder au calcul du résultat fiscal et de l'impôt ;
- Préparer et le déposer la liasse fiscale ;
- Procéder à la vérification de la liasse fiscale avant dépôt.

#### **Livrables :**

- **Rapport synthétique (i.e. courriel, courrier, étude, consultation...) pour chaque déclaration ou avis d'imposition vérifié,**
- **Copie des courriers adressés à l'Administration fiscale.**

## **2.2. Assistance à la gestion des demandes de renseignement, des contrôles fiscaux et des contentieux**

La prestation, qui s'effectuera en concertation avec le SFD, comprend notamment :

- Une assistance dans la gestion des demandes de renseignement de l'administration et de tous les contrôles fiscaux diligentés pendant la durée du contrat mais également au cours des années antérieures :

- Analyser tout dossier ou tout document permettant la défense des intérêts du CEA devant la DVNI ;
  - Assister à toute réunion en présence de la DVNI;
  - Etablir toute réponse aux notifications adressées par la DVNI et/ou le SIE ;
  - Participer à toute négociation avec la DVNI en vue de la clôture d'un contrôle fiscal en cours.
- Une assistance dans la gestion et le suivi des contentieux consécutifs aux contrôles fiscaux dont pourrait faire objet le CEA :
- Présenter toute réclamation contentieuse,
  - Saisir toute juridiction compétente,
  - Exposer, le cas échéant, des observations orales à toute audience devant une juridiction,
  - Assister dans ses démarches le CEA auprès des Trésoreries concernées lors de demandes de constitution de garanties, d'émission de lettres de rappel ou de commandements de payer.
- L'assistance du CEA lors du dépôt d'écritures ou de mémoires dans le cadre d'actions en responsabilité contre l'Etat engagées par les collectivités locales.
- L'assistance le CEA dans toutes les démarches auprès de l'Administration fiscale, locale ou centrale (y compris, la DLF).

#### **Livrables :**

- **Rapport synthétique pour chaque action entreprise,**
- **Compte-rendu de réunion,**
- **Copie de tout document adressé à l'Administration fiscale ou à une juridiction.**

**Un accompagnement du Titulaire par le CEA, ou un tiers de son choix, est prévu au démarrage du marché.**

**A la fin du contrat, et en cas de renouvellement, il doit être prévu le temps nécessaire au transfert des dossiers en cours au potentiel nouveau Titulaire.**

### **2.3. Veille juridique, conseil et relations avec les Services Centraux de l'administration**

La prestation consistera également à :

- Informer le CEA des changements de législation pouvant avoir un impact sur ses activités et l'accompagner, en cas de besoin, dans la mise en œuvre des évolutions nécessaires ;
- Assister ponctuellement le CEA dans la rédaction des clauses fiscales dans les contrats, marchés ou conventions et dans toute négociation auprès de co-contractants en vue d'analyser les impacts fiscaux de conventions ou d'accords qui pourraient être conclus, y compris dans un contexte international ;
- Assister le CEA dans la poursuite de l'analyse détaillée et des évolutions possibles de son régime fiscal, de ses différentes activités (en matière de sectorisation fiscale) et éventuellement, de ses différentes filiales (Co-courtage nucléaire) ;
- Assister techniquement le CEA dans la méthodologie de calcul de son coefficient de taxation forfaitaire, notamment par la mise en œuvre si nécessaire d'audits en interne;

- Rédiger des demandes de rescrit et assister le CEA lors de réunions avec la DLF sur son statut fiscal ;
- Apporter une assistance fiscale ponctuelle pour des questions ayant trait, par exemple, au crédit d'impôt recherche, au crédit d'impôt collaboration de recherche, à la taxe sur les salaires, à la taxe sur les installations nucléaires de base, à la structuration juridique et fiscale de projets de recherche (en commun avec d'autres organismes publics français ou européens, ERIC par exemple, ou dans le cadre de filialisation), à la participation à des structures commerciales (JV, SAS, SA...) avec des industriels et plus généralement à tout projet pouvant impacter le régime fiscal du CEA.

#### **Livrables :**

- ***Selon la technicité de la problématique étudiée : rapport synthétique (courriel, courrier, consultation ou étude) ou rapport d'audit et compte-rendu en présentiel,***
- ***Formalisation des échanges avec les Services Centraux et copie de tout document ou courrier.***

### **3. VOLUMETRIE ASSOCIEE**

Les estimations présentées ci-dessous sont fournies à titre purement indicatif et reposent sur les données d'une seule année. Ces chiffres, susceptibles d'évoluer, ont pour objectif d'offrir aux soumissionnaires une vue d'ensemble de l'ampleur des travaux attendus :

- Réponses à questions simples : 89 courriels,
- Réponses à questions complexes : 9 courriels,
- Informations régulières du CEA sur des nouveautés en droit fiscal susceptibles d'affecter sa situation fiscale : 4 notes,
- Analyse de conventions dans le cadre de questions diverses (détermination du redevable légal, détermination du propriétaire des constructions, de la nature du terrain d'assise des bâtiments, des obligations relatives à la publicité de l'acte, etc.) : minimum de 25 conventions,
- Actes contentieux (réponses à propositions de rectification, réclamations contentieuses, constitutions d'avocat, requêtes, mémoire en observation, etc.) : minimum de 71 actes,
- Entretiens téléphoniques (correspondant à des points sur des dossiers en cours ou apportant des réponses à des questions techniques : minimum de 24 entretiens d'une durée moyenne d'1h15,
- Réalisation de simulations en matière de taxe foncière sur les propriétés bâties et de cotisation foncière des entreprises : 25 simulations,
- Assistance à des obligations déclaratives en matière de TFPB (déclarations visées à l'article 1406 du CGI – constructions nouvelles, changement de consistance, etc.) portant sur environ 2000 bâtiments répartis sur 14 sites sur 35 communes, représentant une surface utile brute de 2,3 millions de m²,
- Vérifications des avis d'imposition initiaux ou supplémentaires de taxe foncière sur les propriétés bâties et non bâties, de cotisation foncière des entreprises, de taxe d'habitation sur les résidences secondaires, de taxe sur les logements vacants : nombre minimum de 44 avis d'imposition, et qui pourra aller jusqu'à 100 avis (estimation approximative),
- Etablissement d'un état des dossiers contentieux en cours : 3 points de situation / an,
- Assistance annuelle pour la détermination du résultat fiscal, la détermination des revenus patrimoniaux à déclarer, la revue des liasses et le calcul de l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice,

- Assistance annuelle en matière de déclaration de taxe annuelle sur les bureaux (nombre de sites concernés : 3, sur 6 communes) ; mise à jour annuelle de la note de procédure associée,
- Réponses ponctuelles à des questionnements en matière de taxes immobilières autres (taxe d'aménagement, taxe pour création de bureaux, redevance d'archéologie préventive) et mise à jour annuelle de la note de procédure associée,
- Réponses ponctuelles à des questionnements sur la gestion de la plateforme « Gérer mes biens immobiliers » et mise à jour annuelle de la note de procédure associée.

#### **4. MODE DE RELATION SOUHAITE PAR LE CEA**

Le CEA attache une importance particulière :

- à une concertation étroite avec son Conseil et à une information très précoce sur l'évolution de la réglementation ainsi que sur les risques et conséquences en matière fiscale des décisions stratégiques prises par le CEA ;
- aux délais de réponse aux questions posées y compris sur des problèmes complexes. Ce délai de réponse sera en moyenne de cinq jours ouvrés. Il pourra être porté à quinze jours ouvrés pour des questions associant plusieurs compétences et devra être **réduit à deux jours ouvrés maximum en cas d'urgence** ;
- à l'habilitation « très secret » du cabinet, des associés et des collaborateurs intervenants sur la mission.

Le Conseil sélectionné devra :

- désigner un interlocuteur unique pour le CEA qui se chargera, si nécessaire, de faire le lien avec les différents spécialistes et collaborateurs du cabinet ;
- anticiper les difficultés ou problématiques fiscales ;
- participer aux échanges de vue nécessaires lors de l'apparition de problématiques fiscales particulières et fournir un compte-rendu détaillé sur le traitement fiscal à retenir ;
- participer à toute réunion, interne ou externe au CEA, entrant dans l'exercice de sa mission (réunions préparatoires, réunions ou entretiens avec la DLF, la DVNI, la Cour des comptes...) ;
- assurer une parfaite continuité dans la connaissance des dossiers en cas d'évolution des équipes ;
- suivre et anticiper les demandes d'habilitation des collaborateurs.